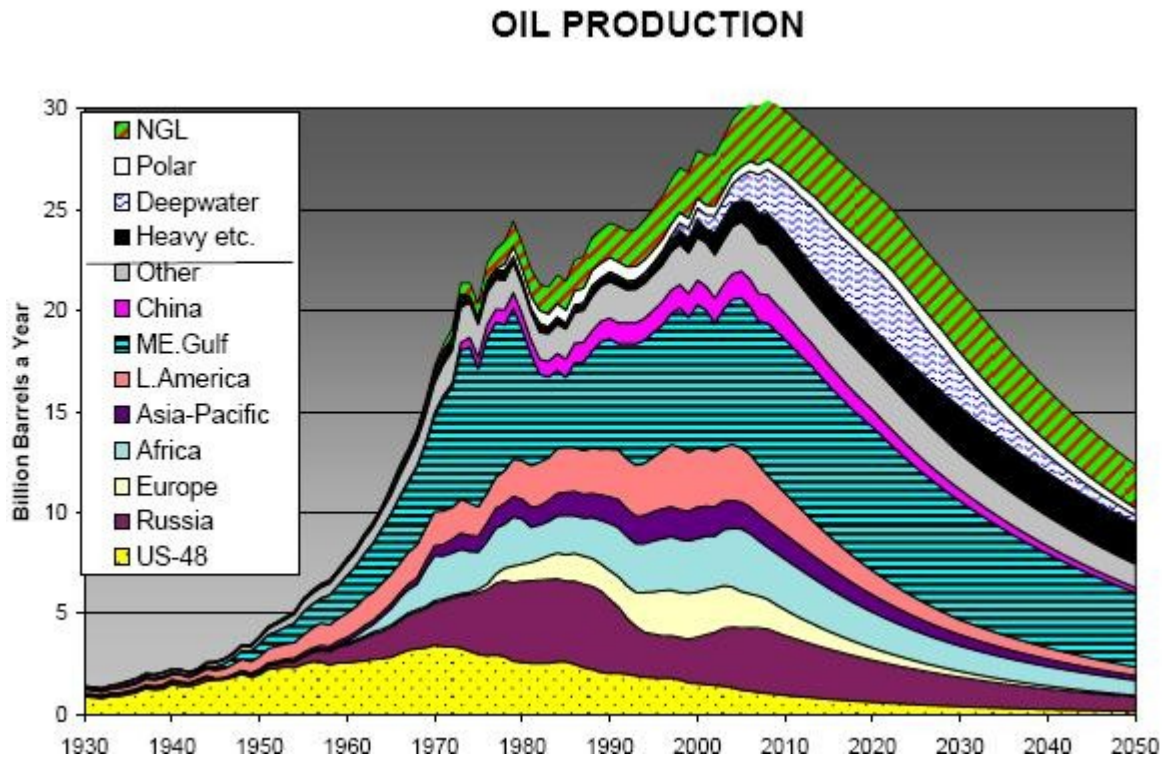




dès l'année suivante, en choisissant de renommer cette source d'approvisionnement fantôme en pétrole « conventionnel non-OPEP », sans fournir la moindre justification.



*Par Colin Campbell, adresse à l'attention du rédacteur en chef du journal Guardian, novembre 2009*

Cher Monsieur,

J'ai été très impressionné de voir l'importance que vous avez accordé dans votre numéro du 10 Novembre au traitement du rôle de l'Agence Internationale de l'Energie dans l'évaluation du niveau d'épuisement des réserves pétrolières. C'est l'un des plus importants problèmes auxquels est confronté le monde contemporain, étant donné l'actuelle dépendance énergétique à un pétrole bon marché.

Je peux vous fournir quelques informations supplémentaires sur le sujet, provenant de ma propre expérience. J'ai d'abord pris connaissance de la question en 1969 à Chicago, lorsque je faisais partie d'une équipe chargée de procéder à une étude mondiale pour Amoco (qui fait désormais partie de BP). Plus tard, alors que je dirigeais la compagnie Fina en Norvège, j'ai demandé à l'entreprise de mener une recherche sur le sujet, en collaboration avec les autorités norvégiennes. Nous avons alors utilisé les données publiques sur les réserves, car je n'avais pas réalisé à quel point elles étaient peu fiables.

Les résultats ont été publiés sous le titre « The Golden Century of Oil, 1950-2050 » (Kluwer Academic). Ce document a suscité l'intérêt de Petroconsultants, une société basée à Genève, qui maintenait pour les compagnies pétrolières internationales une base de données fiable sur les activités du secteur dans le monde entier, incluant également la taille des découvertes et les statistiques de forage. Cette société m'a demandé de refaire l'étude, mais cette fois en utilisant leur base de données décrivant la quasi-totalité des champs pétroliers dans le monde. J'ai été rejoint dans ce projet par Jean Laherrère, ancien directeur de l'exploration de la compagnie pétrolière française TOTAL, qui avait mis au point diverses techniques d'analyse. Les résultats de l'étude ont été vendus à raison de 50 000 dollars l'exemplaire, mais elle a ensuite été retirée de la circulation sous la pression d'une société pétrolière américaine qu'il vaut mieux ne pas nommer. Cependant, Petroconsultants a ensuite co-édité un ouvrage que j'ai écrit, « The Coming Oil Crisis » (Multi-Science), qui en résumait les résultats, et elle a également donné son accord pour que Laherrère et moi-même écrivions un article pour le journal Scientific American : The End of Cheap Pétrole (Mars 1998).

L'AIE a acheté ce livre et m'a contacté, envoyant un analyste qui a passé une semaine à étudier les données. Il était évident que l'équipe au sein de l'AIE qui travaillait sur ce sujet était entièrement convaincue et en saisissait toute l'importance. Ils ont ensuite rédigé un rapport pour les ministres du G8, réunis à Moscou (International Energy Agency, 1998, World Energy

Prospects to 2020, Report to G8 Energy Ministers, [www.iea.org/g8/world/oilsup.htm](http://www.iea.org/g8/world/oilsup.htm), 31 Mars). Le texte était assez insipide, mais il contenait un tableau très important, indiquant que la demande de pétrole devrait dépasser l'offre en 2010, en l'absence d'une source identifiée comme [pétrole] non-conventionnel non identifié, dont la production augmentait jusqu'à atteindre 20% des besoins mondiaux d'ici à 2020. Ayant réussi à passer le test des ministres du G8, l'équipe de l'AIE a ensuite été en mesure de l'inclure dans l'édition 1998 du World Energy Outlook (WEO).

En fait, ce « non-conventionnel non-identifié » était un message codé indiquant l'apparition d'une pénurie. Je l'ai expliqué à un journaliste qui a pris contact avec une personne à l'AIE qui s'est réjouie que cet important message codé soit révélé. Mais lorsque son ouvrage a été publié (Fleming, D., 1999, Le prochain choc pétrolier ? Prospect April), l'AIE a évidemment eu de sérieux problèmes avec ses commanditaires au sein des gouvernements de l'OCDE, et dans l'édition suivante du WEO, le « non-conventionnel non-identifié » s'est transformé en « conventionnel non-OPEP », sans plus de commentaire ni d'explication.

La fonction première de l'AIE consistait à surveiller les stocks stratégiques de l'OCDE, qui étaient perçus comme un moyen de défense contre toute exigence excessive de l'OPEP. L'AIE estimait donc que son rôle était de protéger les intérêts des consommateurs, et elle avait toutes les raisons de minimiser toute référence à un épuisement des réserves et aux limites que la nature impose, car cela aurait eu pour effet indirect de renforcer le pouvoir de l'OPEP.

La société Petroconsultants a ensuite été acquise par IHS aux États-Unis, et la relation particulière qu'elle entretenait avec les compagnies pétrolières internationales a disparu, de telle sorte que la qualité de sa base de données s'est détériorée. Par ailleurs, cette société peut également subir la pression des intérêts commerciaux et des principaux pays de l'OPEP.

Il vaut la peine de s'attarder brièvement sur les publications des réserves pétrolières déclarées. Il n'y a pas de difficulté technique particulière dans l'évaluation de la taille d'un champ pétrolier au début de son existence, bien qu'il persiste naturellement une certaine plage d'incertitude. La publication des chiffres de ces réserves subit cependant deux distorsions importantes.

Premièrement, les compagnies pétrolières sont soumises à des règles strictes par la bourse de New York, qui sont conçues pour empêcher une exagération frauduleuse des réserves. De ce fait, il était logique que les compagnies fassent état du minimum nécessaire pour des raisons financières, puis revoient à la hausse leurs estimations au fil du temps, donnant une image réconfortante, mais trompeuse, d'une croissance régulière.

OPEC REPORTED RESERVES						
Gb	Abu Dhabi	Iran	Iraq	Kuwait	S.Arabia	Venezuela
1970	12	70	32	67	129	14
1984	30	51	43	64	166	25
1985	31	49	45	90	169	26
1986	30	48	44	90	169	26
1987	31	49	47	92	167	25
1988	92	93	100	92	167	56
1989	92	93	100	92	170	58
1990	92	93	100	92	258	59
2000	92	90	113	94	261	77
2001	92	90	113	94	261	78
2002	92	90	113	94	259	78
2003	92	126	115	97	259	78
2004	92	126	115	99	259	77
2005	92	132	115	102	264	80
2006	92	136	115	102	260	80
2007	92	138	115	102	264	87
2008	92	136	115	102	264	99

Deuxièmement, les pays de l'OPEP se sont retrouvés en compétition pour les quotas dans les années 1980, lorsque les cours étaient bas. Les contingents de production étaient basés sur les réserves déclarées, ce qui a incité le Koweït à les augmenter de 50% du jour au lendemain en 1985, bien que rien n'ait changé dans la situation de ses champs pétroliers. Il pourrait en fait avoir commencé alors à

publier le total découvert, et non pas les réserves restantes. Les autres pays de l'OPEP ont ensuite réagi en procédant à des hausses injustifiées afin de protéger leur quota (cf tableau ci-contre). Imaginer que les nouvelles découvertes d'Abou Dhabi puissent correspondre exactement à sa production et laissent inchangé le niveau de réserve est évidemment absurde.

Malgré ces difficultés, il est possible de produire une évaluation raisonnable de la situation de départ à partir des données historiques de Petroconsultants, qui sont fiables. Le graphique [ci-dessus] indique quelle est mon estimation à l'heure actuelle.

Pour résumer, le pétrole conventionnel classique a atteint un sommet en 2005. Le déficit a été comblé par un pétrole coûteux, provenant principalement de gisements en eau profonde et de l'exploitation des sables bitumineux canadiens, ce qui a provoqué une hausse des cours. Cette tendance a été identifiée par des négociants avisés qui ont commencé à acheter des contrats sur le marché à terme, tandis que l'industrie pétrolière a maintenu des niveaux élevés de stock, puis les a regardés s'apprécier, sans avoir le moindre effort à fournir. La hausse des prix a également dirigé un flot de pétrodollars vers le Moyen-Orient, où il coûte environ 10 dollars pour produire un baril. Ces excédents de revenus ont ensuite été partiellement redirigés vers les établissements financiers occidentaux, contribuant ainsi à l'instabilité. La flambée des prix a atteint des niveaux extrêmes à la mi-2008, à près de 150 dollars le baril, ce qui a incité les négociants à commencer à vendre à découvert sur le marché à terme, et pour l'industrie pétrolière, à commencer à vider ses stocks avant qu'ils ne perdent de la valeur. Ces prix élevés ont dans le même temps déclenché une récession économique qui a freiné la demande, provoquant une chute des prix qui sont retournés aux niveaux de 2005 avant de remonter à environ 70 dollars aujourd'hui.

Il est plus difficile d'évaluer les pétroles non conventionnels, qui incluent les sables bitumineux et le pétrole lourd, le pétrole en eau profonde, celui des régions polaires et les liquides à base de gaz naturel, mais le graphe ci-dessus suggère que le pic dans toutes les catégories a été atteint en 2008. Le débat fait rage quant à la date du pic toutes ressources confondues, mais il rate le point fondamental qui est la perspective d'un long déclin après ce pic.

Étant donné le rôle central du pétrole dans l'économie moderne, le pic de

production s'annonce comme un tournant d'ampleur historique. Il semble que les banques aient prêté plus que ce qu'elles n'avaient en dépôt, convaincues que la croissance économique de demain représentait une garantie pour la dette d'aujourd'hui, sans comprendre que la croissance a été alimentée par l'énergie fournie par un pétrole bon marché. Les gouvernements impriment aujourd'hui encore plus d'argent, en vertu des principes keynésiens, dans l'espoir de rétablir la prospérité passée, et le succès pourrait être de courte durée. Mais cela pourrait stimuler la demande de pétrole qui dépasserait bientôt à nouveau les limites de l'offre, conduisant à un nouveau choc sur les cours, entraînant une dépression économique pouvant être pire encore. De fait, les 28 milliards de barils extraits chaque année sont utilisés par une population mondiale de 6,7 milliards de personnes, mais en 2050 l'offre sera tombée à un niveau capable d'approvisionner moins de la moitié de ce chiffre, avec le mode de vie actuel.

On peut faire beaucoup pour réduire le gaspillage et développer les énergies renouvelables. Le charbon et l'énergie nucléaire peuvent également faciliter la transition même si, eux aussi, sont sujets à l'épuisement. Les défis sont si grands qu'il est clair que les gouvernements doivent agir de toute urgence pour se préparer à ce qui se profile. Dans le même temps, se posent les défis du changement climatique qui sont dans une certaine mesure liés à l'approvisionnement pétrolier.

Il est possible que nous assistions aujourd'hui à une forme de réveil, et les gouvernements de l'OCDE pourraient alors avoir besoin d'une justification au nom de laquelle seraient introduites de nouvelles politiques nationales. Ce qui, à son tour, pourrait permettre à l'AIE de proposer une évaluation plus réaliste de la véritable situation. Les médias ont aussi un rôle important à jouer en alertant l'opinion publique sur ce qui se déroule. Cela souligne la valeur de l'article que vous avez publié, et cela doit être porté à votre crédit.

**Mission accomplie**

Par Jesse - *Le Café Américain*  
Publié le 12 août 2014

« Les pillers de notre monde, lorsqu'il ne reste plus rien sur les terres désolées par leur vol injustifié, s'en vont au-delà des mers. Les richesses des autres régions excitent leur avarice et le soif de pouvoir. Rien, depuis l'endroit où le Soleil se lève jusque là où il se couche, n'est suffisant à leurs yeux. Parmi tous les autres, eux seuls sont capables d'attaquer les pauvres comme les riches.

Ils appellent un Empire le vol, le viol et le massacre ; et les déserts qu'ils laissent derrière eux la paix ».

Tacite, *Agricola*

The Atlantic, *The War Photo No One Would Publish*

## La cloche et la pomme

Patrick Reymond 12 août

La Pologne se retrouve comme une cloche, (ou une pomme), avec ses pommes sur les bras, et il ne lui reste plus qu'à sonner le carillon, avant le glas.

Car il faut vraiment être une cloche pour ne pas comprendre qu'en cas de conflit, la Pologne a toute les chances de devenir champ de bataille conventionnel, et pourquoi pas nucléaire. Chez les polonais, ça s'est sans doute perdu dans les brumes de la vodka (polonaise, la meilleure selon eux, de la pisse d'âne, selon les russes).

Comme 56 % des dites pommes étaient destinées au marché russe, et malgré la soif légendaire et mémorable des polonais, c'est quand même beaucoup pour eux.

Aussi, ils souhaiteraient les exporter chez leurs amis -américains-, mais fruits et légumes européens sont interdits là-bas.

Moi, je savais pas que les amis refusaient les produits, et que les adversaires les acceptaient. (je dois être trop naïf).

Les européens agitent, comme des ventilateurs, des projets de vendre "ailleurs", leurs produits recalés en Russie.

Le seul problème, c'est que la clientèle SOLVABLE, dans le monde est déjà très disputée.



1 % dans un sens, où l'autre, cela signifie souvent, la vie ou la mort pour certains. Dans un contexte de marché agricole encombré, avec des prix payés aux producteurs bas, cela signifie un impact fort.

De même, le type des agressions américaines a changé de registre. Hier triomphantes, elles sont poussives aujourd'hui. La chute des moyens militaires provient des tréfonds de l'empire, de son érosion économique réelle.

Sommés de choisir l'ultralibéralisme, certains pays ne sont visiblement pas pressés de le faire.

Le libéralisme n'était, pour eux, qu'un moyen -provisoire- d'affaiblir les occidentaux.

Comme je l'ai dit, écraser une insurrection en Ukraine de l'est aurait du être l'affaire de quelques jours. Mais les mercenaires et les barbares sont de mauvais combattants, les autres n'ont aucune motivation. Ni aucuns moyens.

Quand à la protection sociale, elle a commencé à être "octroyée", quand les gouvernants eurent peur du socialisme (Bismarck), et elle a été encore plus vite octroyée, quand ils eurent peur de l'URSS. C'était, d'ailleurs une des parts du discours de Pierre Laval dans les années 1930 : aux ouvriers, ils disaient qu'ils faisaient une bonne affaire, cotisant 1 franc, l'employeur en cotisait 2, aux employeurs qu'il fallait faire la part du feu pour éviter le communisme. C'est ainsi que P. Laval, ministre, devint un homme de stature, pouvant accéder au pouvoir suprême, la présidence du conseil.

De même, malgré les muscles affichés à l'intérieur, par de multiples lois liberticides, cela cadre mal avec le maillage, qui lui se dessert : les policiers locaux, et les fonctionnaires locaux sont renvoyés chez eux, victimes de coupes, or, il n'y a rien de plus efficace pour tenir un territoire que ce genre de petits fonctionnaires, et notamment l'assistante sociale.

Après, le moyen âge, le retour au local très local. Les producteurs de porcs bretons pourront toujours rêver de conquérir le marché du cochon dans le monde islamique...

# La dé-dollarisation s'accélère – Accord de swap de devises complet Chine / Russie !

Blog de la résistance et Zerohedge 11 août



Plus l'occident "frappe" , plus le retour de bâton fait mal ...  
Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance (spécial été)

Les 3 derniers mois ont vu les plans russes de "dé-dollarisation" s'accélérer.

D'abord les clients de Gazprom se tournèrent vers l' euro et le renminbi, puis il y eu des accords de swaps de devises signés entre le Royaume-Uni et la Chine, ensuite, on a vu l'allié de l'OTAN, la Turquie rompre les liens et réfléchir à la dé-dollarisation, la Suisse sauta dans les accords d'échange (ou "swap") de devises, et les BRICS créent leur propre moyen de financement non basé aux Etats-Unis, et enfin cette semaine, les oligarques russes ont transférés leur trésorerie à Hong Kong.

Mais cette semaine, comme le rapporte RT, les banques centrales russes et chinoise ont convenu d'un projet d'accord de change ("swap"), ce qui leur permettra d'accroître le commerce des monnaies nationales et de réduire la dépendance au dollar américain dans les paiements bilatéraux.

"L'accord stimulera davantage le développement des échanges directs en yuan et roubles sur les marchés de la Russie et de la Chine en devises nationales", a déclaré le régulateur russe.

Comme le rapporte RT

Au début de Juillet, la présidente de la Banque centrale Elvira

**Nabiullina a déclaré que Moscou et Pékin étaient proches d'un accord swap sur la conduite d'opérations en devises nationales pour stimuler le commerce. L'affaire a ensuite été discutée au cours de son voyage en Chine.**

**Le président Vladimir Poutine, lors de sa visite à Shanghai en mai dernier, a déclaré que la coopération entre les banques Russes et chinoises grandissait, et que les deux parties ont poursuivi le développement de l'infrastructure financière.**

**«Le travail est en cours pour augmenter le montant des paiements mutuels en monnaies nationales, et nous avons l'intention d'envisager de nouveaux instruments financiers», a déclaré M. Poutine après des entretiens avec le président Xi Jinping.**

Il semble que le deal soit fait ...

**Les banques centrales russes et chinoises ont convenu d'un projet d'accord de swap de devises, ce qui leur permettra d'accroître le commerce en monnaies nationales et de réduire la dépendance sur le dollar américain dans les paiements bilatéraux.**

**" Le document sur le projet entre la Banque Centrale de Russie et la Banque populaire de Chine sur les swaps de monnaies nationales a été convenu par les 2 parties , "et en est au stade des procédures d'approbation formelle, selon le bureau du régulateur russe jeudi, cité par ITAR-TASS .**

**La Banque centrale de Russie ne donne pas de détails précis sur la taille des swaps de devises, ni quand il sera lancé. Elle dit que cela dépendra de la demande.**

Selon la banque, l'accord servira d'instrument supplémentaire pour **assurer la stabilité financière internationale** . En outre, il offrira la possibilité d'obtenir des liquidités dans des situations critiques.

**" La convention stimulera le développement des échanges directs**

**en yuan et roubles sur les marchés de la Russie et de la Chine en devises nationales "**, a déclaré le régulateur russe.

Actuellement, **plus de 75 pour cent des paiements dans les établissements commerciaux entre la Russie et la Chine sont faites en dollars américains** , selon le journal Rossiïskaïa Gazeta.

\* \* \*

Et comme nous l'avons expliqué à maintes reprises dans le passé, plus l'ouest antagonise la Russie, et plus de **sanctions économiques lui sont infligées, plus la Russie sera contrainte de se distancier d'un système commercial libellé en dollar américain, vers un seul système, qui fait face à la Chine et l'Inde.**

[Zero Hedge](#) / *resistanceauthentique*

## **Le cycle long de l'économie**

*Posté le 10 août 2014 par Bcolmant*

Le véritable rôle de l'économiste est...probablement de ne pas se limiter à décrypter l'économie, science auto-proclamée dont les fondements ressortissent à l'anthropologie, l'histoire, la géographie, la sociologie, etc. ..bref, à un ensemble de disciplines dont les titulaires ne s'expriment pas çà coup de tribunes et opinions dans la presse populaire.

Il ne faut pas l'oublier : l'économie s'inscrit dans des cycles longs relevant des courants profonds de l'histoire humaine.

Les causes des bouleversements relèvent d'ailleurs souvent de phénomènes progressifs qui échappent à l'attention des contemporains.

Quels sont les facteurs dont le flux quotidien nous enlève l'angle large de la vision ?

Il s'agit sans doute du déplacement latéral des foyers de croissance vers l'Est et l'Ouest, qui sont des zones plus dynamiques et surtout plus jeunes.

Un moment stimulée par la reconstruction d'après-guerre, elle-même financée par le plan Marshall, et les dernières années de la colonisation, l'Europe est

devenu un continent âgé, qui s'écroule sous ses propres engagements sociaux d'Etat-providence.

C'est même pire, l'Europe a emprunté la prospérité des futures générations pour assouvir le bien-être de ses citoyens vieillissants, raison pour laquelle les engagements de pensions finiront évidemment par être impayables.

Ce que nous n'avons pas compris, c'est qu'il fallait libérer la jeunesse de nos dettes, et non pas l'y asservir.

## **Reculer l'âge de la pension ? Vraiment ?**

*Posté le 11 août 2014 par Bcolmant*

Sans actions décisives, le financement des pensions va faire chavirer les finances du pays.

Pour certains, la banalisation du problème en a dilué la gravité.

Mais c'est bien le contraire qui s'impose à nous. Par la mécanique de l'allongement de l'espérance de vie et la chute de croissance associée à la crise de 2008, chaque jour rend inéluctablement la problématique des pensions plus alarmante.

En fait, tout se passe comme si la crise de 2008 nous avait projetés dans le futur au travers d'un bond de génération : un problème de 2038 devient une crise de 2018.

Il n'existe pas de solution unique pour résoudre un problème qui se superpose sur toutes les classes d'âges, qu'elles soient cotisantes ou bénéficiaires de pensions, puisque nous fondons les pensions sur un système de répartition et non de capitalisation.

Différentes pistes ont été évoquées : pensions à "points" par année d'activité, augmentation du taux d'activité des personnes plus âgées, etc.

Mon intuition est que le système atterrira vers une allocation universelle, partiellement dissociée des montants et périodes de cotisations.

En attendant, de nombreux responsables politiques évoquent un déplacement progressif de l'âge de la pension vers 70 ans.

Mais est-ce sérieux ?

Évidemment non.

Ce type de mesure aurait pour unique conséquence de diminuer le montant des pensions de personnes qui ne pourraient pas travailler jusqu'à cet âge.

Car, soyons lucide : repousser l'âge de la pension n'a aucun effet mobilisateur...s'il n'y a pas de travail.

Et c'est là le problème. Il est presque impossible de retrouver un travail après 55 ans, sauf à des conditions déclassées.

Et puis, comment exiger d'une personne qui aurait aujourd'hui 65 ans, c'est-à-dire qui a fait ses humanités dans les années soixante de conserver la flexibilité qu'impose une économie de la connaissance digitale. Le rythme de changement de l'économie nous dépasse d'ailleurs tous.

C'est sans doute à ce niveau que se situe l'imposture de l'idée simpliste d'un report de l'âge de la pension.

## **Croissance zéro ? Tant mieux !**

par Xavier Saint-Martin mardi 12 août 2014 Agoravox

On appelle récession une diminution du taux de croissance, par exemple de 7 % à 4 %, lequel taux reste positif. Autrement dit, la création de richesse continue d'augmenter.

Nous voilà récemment entrés dans une période de « taux de croissance négatif ». Bel euphémisme : c'est bien pire qu'une récession, c'est une décroissance. C'est une atteinte structurelle à la pérennité du modèle économique libéral. Le plus grave est qu'elle a été produite par son moteur même : la finance. Si cette décroissance avait pris son origine dans une catastrophe naturelle, on comprendrait mieux.

Voilà qui remet au goût du jour une vision libertaire et anticonsumériste des années 70 : la croissance zéro. Quel besoin en effet avons-nous d'augmenter d'année en année la production de richesses ? La maintenir constante ne suffirait-il pas largement au bonheur ?

A l'époque, l'idée d'une croissance zéro avait été raillée par les libéraux, arguant à juste titre qu'elle était incompatible avec le modèle économique occidental. Les voilà bien avancés : cette incompatibilité, ils viennent de la créer eux-mêmes. A nous d'en tirer les leçons.

Il va de soi qu'un modèle qui crée les conditions de sa propre perte est un

modèle condamné. Pour autant, il est vrai que la mondialisation des échanges empêche un pays de faire cavalier seul dans la mise en place maîtrisée d'une croissance zéro.

Cependant, puisqu'elle s'impose aujourd'hui à toute l'Europe, voilà enfin une première chance historique de poser la croissance zéro comme le nouveau modèle économique du bloc européen. Outre qu'il diminuerait significativement la vitesse d'épuisement des ressources non renouvelables, il pourrait offrir une occasion de focaliser les efforts collectifs vers une répartition plus équitable de la richesse produite.

S'ajoute à cela la nécessité d'un déficit national nul, qui, comme Jean-Louis Bourlanges nous l'avait rappelé il y a six ans <sup>1</sup>, n'a même pas été tenue pendant les périodes de vaches grasses.

Finalement, notre avenir à tous serait peut-être plus radieux dans une Europe visant la croissance zéro et le déficit nul. Nous aurions peut-être le temps de faire autre chose que courir après une croissance infinie qui n'est pas tenable, à coups de productivité du travail et de consommation inutile. D'aucuns clameront que ce n'est pas possible, tout particulièrement ceux qui se remplissent les poches avant de faire faillite (c'est-à-dire privatiser les gains et collectiviser les pertes).

Promouvoir une croissance zéro, voilà qui aurait été une belle œuvre pour une présidence de l'Union européenne. Comme disait De Gaulle, « l'intendance suivra ». Telle est la seule, la vraie raison du politique : changer de système quand il avoue son échec. Fut-ce au détriment de ses amis.

Xavier

1 *L'Expansion*, novembre 2008, n° 735, page 23.

## **Cette femme pense avoir la solution contre les crises bancaires... Et Wall Street tremble**

par Audrey Duperron · 12 août 2014 [Express.be](http://Express.be)





Comme les banques n'utilisent pas leurs propres capitaux, mais qu'elles opèrent la plupart du temps avec de l'argent emprunté, elles prennent plus de risques et, par conséquent, elles vulnérabilisent l'économie et provoquent des crises économiques récurrentes, affirme [Anat Admati, une économiste de Stanford](#) dans son nouveau livre sur l'avenir de la banque, [« The Banker's New Clothes: What's Wrong With Banking and What to Do About It »](#).

Sa solution ?

Elle propose de contraindre les banques à adopter un comportement plus proche de celui des entreprises en les forçant à réduire leur recours à l'argent emprunté. Elle pense qu'il faudrait obliger « les grandes banques à augmenter d'au moins 30% leurs financements sous forme de fonds propres », ce qui est « six fois plus que la moyenne actuelle pour les plus grandes banques américaines ». Cette solution serait susceptible de rendre le secteur financier « plus rigide et moins rentable ».

Les propositions d'Admati ont été accueillies avec peu d'enthousiasme dans le secteur financier. Bien que le vice-président de la Fed, [Stanley Fischer, ait affirmé trouver ses idées intéressantes](#), il a objecté qu'elles étaient impossibles à mettre en œuvre, parce que le gouvernement américain demande déjà aux banques de réduire leur recours à de l'argent emprunté en augmentant leurs normes en matière de détention de capital. « Les officiels s'inquiètent que des changements plus importants puissent paralyser les banques, menant les entreprises à passer par d'autres types de sociétés financières domestiques et par des banques concurrentes étrangères », a-t-il indiqué.

Les banques sont d'accord: elles affirment que si on les contraint à augmenter leurs fonds propres, cela aura pour conséquence d'augmenter les taux



d'intérêt, de réduire les prêts octroyés, et donc d'affaiblir la croissance économique.

Toutefois, le président américain, Barack Obama, a déjà manifesté son intérêt pour le travail d'Admati. Récemment, elle a été invitée à un déjeuner à la Maison Blanche avec 5 autres grands économistes, au cours duquel tous ont pu exposer leurs idées.

## **'L'Ukraine veut couper les livraisons de gaz et de pétrole russe à destination des pays européens'**

AFP et Ria Novosti 11 août 2014 Express.be

L'Ukraine a menacé d'empêcher la Russie de livrer son pétrole et son gaz en Europe, et d'interdire aux avions soviétiques de traverser son espace aérien, [a rapporté le Kyiv Post](#).

L'Ukraine est cruciale pour le transport du pétrole et du gaz russe vers l'Europe. Par le passé, les différends concernant les questions énergétiques se sont soldés par des suspensions de fourniture d'énergie pour les pays européens clients.

Le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk a indiqué que ces mesures faisaient partie d'un projet de loi qui serait soumis à un vote du Parlement mardi prochain. Ce projet de loi prévoit également des sanctions contre 172 personnes (russes, mais aussi d'autres nationalités), des pays, et 65 entreprises, tous accusés de « soutenir et financer le terrorisme ».

Le gouvernement de Kiev a estimé que les séparatistes pro-russes de l'Est de l'Ukraine étaient des « organisations terroristes ».

L'agence de nouvelles russe Interfax a cité un officiel du ministère des Affaires étrangères russe qui a souhaité rester anonyme, et qui a déclaré que cette annonce était « Une opération de relations publiques pour prouver à l'Occident que l'Ukraine est de son côté ». Il aurait ajouté que la Russie riposterait si ces sanctions étaient mises en œuvre.

De son côté, Moscou a critiqué l'Ukraine pour avoir suspendu le cessez-le-feu décrété sur le site de la catastrophe du vol MH 17 de la Malaysian Airlines abattu au dessus de l'Ukraine en juillet. La résolution N°2166 de

l'ONU avait imposé un cessez-le-feu des hostilités entre les séparatistes pro-russes et les troupes de l'armée ukrainienne pour permettre aux enquêteurs de trouver des explications à la catastrophe.

## Qui a (encore) peur de la guerre nucléaire ?

Blog de la résistance 11 août

**Tout ça pourrait aussi être fait pour effrayer la population (soyons un peu optimistes...) , pour ensuite avoir un motif afin de remodeler le monde : "agiter le peuple avant de s'en servir" : c'est la 2 e possibilité (la 1ere étant une vrai guerre pour remodeler le monde), et il ne faut pas l'exclure, bien que le plan de 1eres frappes ainsi que les doctrines wolfowitz et "Bush" (qui est la doctrine de guerre US qui a changé sous bush pour devenir "préemptive" et non plus "défensive"), ainsi qu'un tas d'autres indices, pointent vers l'autre solution (la 1ere) ...**

**Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance (spécial été)**



L'offensive antirusse de l'Etat profond qui gouverne les Etats-Unis – *c'est-à-dire l'appareil sécuritaire alliant CIA, NSA, Pentagone et industries de l'armement* –, est probablement le plus grand danger que le monde moderne ait eu à affronter. Agitant le très télégénique [Obama](#) au bout de ses ficelles pour faciliter le travail d'enfumage de la presse-Système, il s'est totalement radicalisé ces deux dernières décennies, à mesure que devenait inexorable un effondrement de l'hyperpuissance US et de son système néolibéral.

Aujourd'hui, pour ces esprits en surchauffe obsédés par la préservation à tous prix de l'hégémonie US, même l'option d'une «attaque nucléaire de première frappe» n'est plus un tabou alors qu'autour de la [crise ukrainienne](#), la montée aux extrêmes se poursuit, et que le risque (désir ?) de guerre grandit à mesure.

## **Le retour du Docteur Folamour**

En 2006, un article du *Foreign Affairs*, [The Rise of U.S. Nuclear Primacy](#), estimait que les Etats-Unis disposaient désormais d'une supériorité nucléaire telle qu'elle leur permettrait d'envisager une attaque nucléaire «de première frappe» (*first strike*) victorieuse contre deux adversaires, Russie et Chine, supposés incapables de riposter.

La chose n'avait pas été du goût des Russes. [Poutine himself](#) avait réagi en affirmant que «*l'analyse de la situation internationale et des perspectives de son évolution poussait la Russie à considérer la dissuasion nucléaire comme le principal garant de sa sécurité*».

[Une pluie d'articles de la presse russe](#) s'était ensuite abattue sur les affirmations de *Foreign Affairs* pour le dégommer.

Si le message US avait été entendu 5 sur 5 à Moscou, la réponse [russe](#) n'avait bien évidemment ému personne à Washington.

A travers le [déploiement de l'OTAN](#) et l'installation de leur fameux [bouclier antimissiles](#) dans les anciennes républiques soviétiques, les USA n'ont en effet cessé depuis de venir menacer directement la dissuasion russe, sous couvert de parer à la menace iranienne. Un argument parfaitement ridicule qui [fit d'ailleurs beaucoup rire Poutine](#).

Aujourd'hui, certains analystes comme l'ancien sous-secrétaire au Trésor de Reagan, Paul Craig Roberts, estiment que cette doctrine de la «*première frappe victorieuse*» est (re)devenue une option parmi d'autres dans les esprits malades de l'Etat profond US, et [tirent la sonnette d'alarme](#), dans le désert bien sûr...

## **L'Ukraine, mère de toutes les crises**

Pourtant, la crise ukrainienne [déclenchée par l'Etat profond US](#) – avec l'aide des groupies européennes du très [télégénique Obama](#) –, concentre tous les risques de dévissage.

La désormais fameuse émission [Truthseeker](#), sur *Russia Today*, a d'ailleurs consacré un épisode à cette hypothèse de première frappe nucléaire sur la Russie, et pour laquelle les Etats-Unis auraient déjà un plan, et même une date... 2016...

Il ne s'agit pas ici de se perdre en conjectures sur la pertinence des avertissements de Paul Craig Roberts, ou sur la crédibilité partielle ou totale de l'enquête de *Truthseekers*. Il se trouve simplement que ces signaux d'alerte s'inscrivent dans un contexte et un enchaînement de faits qui sont

suffisamment graves pour les rendre parfaitement audibles.

## **Un risque bien réel**

Ces faits sont simples.

- Les Etats-Unis et leur modèle néolibéral sont en train de s'effondrer ;
- La suprématie du dollar, devenu monnaie de singe, est ouvertement contestée (*et sans cette suprématie, plus d'hégémonie*);
- La montée en puissance des pays du BRICS est perçue comme une menace par les USA ;
- Ces dernières années, toute la puissance militaire US a été concentrée pour encercler la Russie et la Chine, ses principaux rivaux ;
- La crise en Ukraine a été déclenchée pour empêcher la création d'un bloc concurrent Euro-BRICS, et pour enfermer définitivement l'U E dans les griffes US (et du [TAFTA](#)) derrière un nouveau rideau de fer;
- La guerre économique déclenchée par le Bloc atlantiste contre Moscou ([qui réplique](#) désormais) – *alors même qu'absolument aucune preuve crédible de l'implication des séparatistes du Donbass dans [le crash du MH17](#) n'a été produite* –, dénote une volonté claire de montée aux extrêmes «coûte que coûte»;
- [Un projet de loi](#) concocté par le Sénateur Bob Corker (loi S.2277 / «*The Russian Aggression Prevention Act*») pourrait ouvrir légalement la voie à [une guerre contre la Russie](#).
- Le Congrès US, gangréné comme on le sait par la [corruption](#) du *Corporate power*, n'a jamais été aussi fanatiquement mobilisé contre la Russie. Même en pleine Guerre Froide, on n'avait jamais connu ça.
- L'armement et la formation annoncées de la Garde nationale ukrainienne par les USA, et la probable implication de l'[OTAN](#) dans le dispositif, forcera la Russie à réagir militairement car, à ce niveau d'intensité de la confrontation, elle ne peut plus reculer. Face à l'avancée du dispositif atlantiste, Moscou pourrait donc être contraint d'envahir l'Est de l'Ukraine pour préserver la «profondeur stratégique» nécessaire à sa dissuasion.
- Aux dernières nouvelles l'OTAN est en train de [concentrer des troupes et des équipements](#) près de l'Ukraine, multipliant d'autant [les risques de dérapages](#).

Le danger d'une confrontation militaire directe entre les deux puissances nucléaires est donc bien réel, et augmente désormais de jour en jour au gré de

l'hystérie atlantiste.

### **L'Europe doit se réveiller**

A ce stade, il est important de relever que sans le concours des laquais européens dans le coup d'Etat fomenté par Washington à Kiev : point de crise ukrainienne.

Et sans le suivisme de ces mêmes laquais européens dans la montée aux extrêmes voulue par Washington : point de risque de guerre.

Il faut donc que les élites européennes ouvrent les yeux sur ce qui se passe réellement ; brisent leurs chaînes atlantistes et cessent d'obéir aveuglément à Washington.

Dans nos démocraties libérales le peuple n'ayant rien à dire sur les sujets sérieux, ce réveil pourrait venir de pressions des milieux économiques ou d'une mobilisation des pays qui ont le plus à perdre dans ce jeu de dupe imposé à l'UE par Washington.

Compter sur l'intelligence de nos élites est en effet formidablement hasardeux (*on n'en serait pas là*) ; mais peut-être pouvons-nous compter sur la peur salvatrice qui pourrait les saisir lorsque, à la faveur d'un évènement ou d'un autre, ils vont tout à coup prendre conscience que oui, un risque de guerre nucléaire entre l'Etat profond étasunien et la Russie existe bel et bien désormais.

Et que l'Europe, comme par hasard, est en première ligne.

[http://www.entrefilets.com/qui\\_a\\_peur\\_de\\_la\\_guerre\\_nucleaire.html#sthash.G1328MGe.dpuf](http://www.entrefilets.com/qui_a_peur_de_la_guerre_nucleaire.html#sthash.G1328MGe.dpuf)

## **IRAK Le pétrole, le nerf de la guerre**

**LeMonde.fr 11 août 2014**

La décision du président Barack Obama d'intervenir en Irak pour "prévenir un génocide" ne dit pas la vraie raison de cette mobilisation. En fait, il s'agit de protéger les multinationales du secteur des hydrocarbures implantées au Kurdistan.

Au Moyen-Orient, les premiers coups de feu d'un conflit définissent toujours le cadre de l'histoire que nous allons tous méticuleusement suivre. La dernière grande crise en Irak ne déroge pas à cette règle. Des chrétiens sont persécutés ? Sauvez-les. Des Yézidis [minorité kurdophone dont la religion monothéiste plonge ses racines dans le zoroastrisme pratiqué notamment en

Iran] meurent de faim en haut de leurs montagnes ? Donnez-leur à manger. Des islamistes avancent sur Erbil ? Bombardez-les. Bombardez leurs convois, leurs pièces d'artillerie et leurs combattants, bombardez-les encore et encore. Mais jusqu'à quand ?

Le président Barack Obama nous a donné un premier indice concernant la durée de cette nouvelle aventure américaine au Moyen-Orient en déclarant qu'il ne pensait pas que le problème serait résolu "en quelques semaines". Cela prendra du temps. Combien ? Au moins un mois. Peut-être six. Ou bien un an. Et peut-être même plus. En brandissant la menace d'un "génocide" et en insistant sur le "mandat" américain l'obligeant à venir en aide au gouvernement de Bagdad face aux ennemis de l'Irak, Barack Obama n'est-il pas en train de poser les bases d'une nouvelle guerre aérienne de longue durée en Irak ? Et si oui, sur quoi se fonde-t-il pour croire que les islamistes occupés à ériger leur califat en Irak et en Syrie se plieront gentiment à ses règles du jeu ?

### **Si la route d'Erbil est coupée...**

Le président américain et le Pentagone, le Commandement central (Centcom) et le – ridiculement nommé – comité Cobra, rassemblant plusieurs ministres et responsables de la sécurité britanniques, pensent-ils réellement que les militants de l'Etat islamique [(EI), anciennement Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL)] resteront tranquillement dans les plaines de Ninive en attendant d'être anéantis par nos bombardements ? Non, les hommes de l'EI, de l'Etat islamique ou du califat, quel que soit le nom qu'ils se donnent, vont simplement changer de cible. Si la route d'Erbil est coupée, ils prendront celle d'Alep ou de Damas que les Américains et les Britanniques auront plus de réticence à bombarder ou à défendre, car cela reviendrait à aider le régime de Bachar El-Assad que nous nous devons de haïr au moins autant que l'EI. Mais si les islamistes prennent vraiment Alep, assiègent Damas et pénètrent au Liban (Tripoli, sur la Méditerranée, ville libanaise à majorité sunnite, ferait une cible de choix), nous allons être contraints d'élargir notre beau "mandat" à deux autres pays, pour la bonne raison qu'ils sont frontaliers avec la seule nation qui mérite, plus encore que le Kurdistan, notre affection et notre protection : Israël ! Vous y aviez pensé vous, à ça ?

Et puis il y a l'indicible. Quand "nous" avons libéré le Koweït, en 1991, nous avons tous dû scander – comme un refrain – que cette guerre n'avait rien à voir avec le pétrole. Puis, nous avons envahi l'Irak en 2003, et nous avons de nouveau dû répéter, ad nauseam, que cette agression n'avait rien à voir avec le pétrole – évidemment, les Etats-Unis auraient tout autant dépêché leurs marines en Mésopotamie si la principale exportation de la région avait été l'asperge. Et maintenant que nous nous attachons à la protection de nos chers Occidentaux d'Erbil et pleurons avec les dizaines de milliers de chrétiens qui fuient les crimes de l'EI, nous ne devons toujours pas parler de pétrole – d'ailleurs nous n'en parlons pas, nous n'en parlerons pas. Je me demande bien pourquoi.

### **Les maîtres du nouveau califat**

N'est-il pas important de noter, tout de même (ne serait-ce qu'au passage), que sur des réserves pétrolières de 143 milliards de barils en Irak, quelque 43,5 milliards se trouvent au Kurdistan, en plus des 25,5 milliards de barils de réserves supposées et de 3 000 à 6 000 milliards de mètres cubes de gaz ? Les grandes multinationales du secteur des hydrocarbures se pressent au Kurdistan (d'où, d'ailleurs, les milliers d'Occidentaux installés à Erbil, même si leur présence ne nous est guère expliquée) et ont déjà investi dans la région plus de 10 milliards de dollars. Mobil, Chevron, Exxon et Total sont largement implantées (il est hors de question de laisser l'EI déranger ces entreprises-là) dans ce coin du monde où les exploitants pétroliers empochent 20 % des bénéfices totaux.

## **Les seniors doivent revenir dans le monde du travail**

**Qui perd gagne Posted on 11 août 2014**

### **Les seniors vont affecter la croissance selon Moody's**

#### **Le vieillissement de la population va faire perdre de plus en plus de points à l'économie.**

Il s'agit d'une mise en garde de l'agence de notation américaine Moody's, selon qui plus de 60 pays vont être classés comme "vieillissants" en 2015, ce qui signifie que 7% de leurs habitants auront plus de 65 ans.



Moody's impute au vieillissement démographique une baisse annuelle de la croissance de 0.4 points ces 5 prochaines années, et précise que ce processus a des effets négatifs sur la main d'œuvre, la productivité, l'investissement, ou encore le taux d'épargne des ménages.

La population en âge de travailler augmentera presque moitié moins vite entre 2015 et 2030, que lors des 15 années précédentes.

A l'exception de l'Afrique, tous les continents sont concernés.

Dans son rapport, Moody's met en avant certaines mesures pour freiner le phénomène:

## [Revue de presse internationale du 10/08/2014](#)

Blog d'Olivier Berruyer



**Une revue internationale aux thématiques très variées. Un grand merci aux travailleurs de l'été !**

### **CRISE ÉCONOMIQUE**

#### **Les Finlandais les mieux payés demandent les allocations chômage alors que la douleur de la récession s'accroît**

La crise économique en Finlande touche particulièrement les industries à haute-productivité, impactant plus le PIB que le taux de chômage. Les demandes d'allocations chômage ont augmenté de 17.5% en 2013.

Source : [Bloomberg](#)

### **DÉMOCRATIE**



## **Barack Obama admet : "on a torturé quelques types après le 11 Septembre"**

Le président US a admis vendredi que les Etats-Unis étaient coupables d'avoir torturé des prisonniers après l'attaque sur les Twin Towers en 2001. "Nous avons fait des choses contraires à nos valeurs". [13 ans pour le reconnaître, ça nous mettra l'Ukraine à 2027..!]

Source : [The Independent](#)

ENVIRONNEMENT

## **La Terre se dirige vers sa 6eme extinction massive de vie**

Selon une étude parue dans la revue Science, l'épuisement rapide de la biodiversité de la Terre indique que la planète est au stade initial de sa 6eme extinction massive de vie depuis qu'elle est devenue habitable il y a 3.5 milliards d'années.

Source : [Russia Today](#)

EUROPE

## **La complaisance sème les graines de la prochaine crise de l'Euro**

La dette des pays européens continuent d'augmenter malgré la détente des taux d'intérêts sur les obligations d'état. La dette publique de l'Italie et du Portugal se rapprochent des 140% du pib, niveau qui a été le début de la crise pour la Grèce. Par ailleurs les dettes publiques des états périphériques de l'Eurozone pourrait franchir un seuil critique en cas de crise bancaire. La faillite de Banco Espirito Santo devrait servir d'avertissement.

Source : [zerohedge](#)

GÉOPOLITIQUE

## **Pourquoi la Chine veut contrôler la mer de Chine du sud ?**

Les ressources maritimes et les réserves en hydrocarbures de la mer de Chine du sud sont énormes. Les réserves de gaz sont par exemple équivalentes à 100 années d'importations pour la Chine. Cependant le Brunei, les Philippines, Taïwan, la Malaisie, le Vietnam et donc la Chine revendiquent des droits sur cette mer. Elle risque donc d'être source de conflit dans les

années à venir.

Source : [zerohedge](#)

LIBERTÉS

### **La Russie veut l'interdiction de Facebook, Twitter et Amazon hors Russie**

"À partir de 2016, les données à caractère personnel des citoyens Russes ne devront être stockées que sur des serveurs Russes. Vladimir Poutine avait déjà expliqué que les médias sociaux ont été infiltré par la CIA. Les critiques doutent que le président Russe veuille interdire l'action des Facebook, Twitter et Amazon. Les données personnelles des citoyens Russes sont autorisées à partir de 2016 si elles sont stockées uniquement sur les serveurs en Russie. Le Parlement a adopté vendredi à Moscou un droit pour que le gouvernement améliore la protection des données qui sont envoyées sur le Net." [Un bon exemple pour l'Europe, non ?]

Source : [Russia Today](#)

### **Le gendarme du Royaume-Uni accusé d'avoir enfreint la loi sur la protection des données pour accéder à des informations privées sur des femmes**

"Un constable en chef, Nick Gargan, du Royaume-Uni est sous enquête criminelle pour avoir brisé la législation sur la protection des données afin de pouvoir accéder aux informations personnelles des femmes plus jeunes pour lesquelles il est accusé d'avoir fait des avances. "

Source : [Russia Today](#)

MARCHÉS FINANCIERS

### **"Répréhensible", Lloyds Bank s'engage à payer 105 millions de dollars pour avoir manipulé le Libor**

Cela leur apprendra ! Ayant reçu crédit pour sa coopération et la suspension de certaines personnes, la Lloyds Bank a été condamnée à une amende par la CFTC d'une somme incroyable de 105 millions de dollars, qui sonne comme une gifle, pour "manipulation, tentative de manipulation et de faux rapports sur le Libor."

Source : [Zero Hedge](#)

MATIÈRES PREMIÈRES

### **L'Europe préparée à une crise du gaz alors que les sanctions contre la Russie s'intensifient**

Les terminaux de GNL (gaz naturel liquéfié) au Royaume-Uni et sur le continent opèrent en ce moment à 20% de leurs capacités, permettant à l'Europe d'accueillir des livraisons du marché mondial, réduisant le levier du Kremlin. Grâce à l'augmentation de l'approvisionnement, le prix en Asie s'est écroulé de 20\$ à 11\$ par million de BTU. L'Allemagne dépend de la Russie pour 30% de ses livraisons, mais l'importance de celle-ci est souvent exagérée. [Article très optimiste sur la capacité de l'UE à se passer du gaz russe. Optimiste ou commandé ? A surveiller.]

Source : [Telegraph / Ambrose Evans-Pritchard](#)

ÉTATS-UNIS

### **Comment les Fédéraux recrutent des espions sur les campus aux USA**

"Les agences d'espionnage ont dépensé des millions de dollars dans le financement de centres dans des universités dans tout le pays. Ce qui suit est un extrait de "The Imperial University: Academic Repression and Scholarly Dissent" (L'Université Impériale : Répression scolaire et dissidence savante), écrit par Piya Chatterjee et Sunaina Maira."

Source : [AlterNet](#)

### **Rattraper Big Data**

Il s'agit d'une nouvelle façon de prédire les résultats des élections présidentielles pour les 20 prochaines années. L'analyse a un noyau de vérité possible. Le principe, dans les termes les plus simples, c'est que la façon dont les Américains blancs votent peut être prédit par qui était président quand ils étaient âgés de 14 et 24. Les chiffres ne fonctionnent pas lorsque l'on étudie les électeurs noirs, car ils ont tendance à voter pour les candidats démocrates quel que soit ce qui s'est passé quand ils ont grandi. Mais parmi les électeurs blancs, les statistiques indiquent que les événements à l'âge de 18 ans sont trois fois plus susceptibles de prédire le comportement des Américains que

des événements à 40 ans. Après 40, il semble que très peu de gens changent d'avis sur la politique. En d'autres termes, les chiffres nous disent que si les années Obama sont considérées comme des échecs, les adolescents d'aujourd'hui vont grandir en tant que conservateurs, comme l'ont fait les adolescents Eisenhower. En regardant en arrière, même Big Data indique que les adolescents dans les années Roosevelt et Kennedy sont devenus libéraux."

## **L'impôt plus cher que le logement pour les familles canadiennes**

[LesAffaires.com](http://LesAffaires.com) 12 août 2014

**Au Canada, les impôts et les taxes constitueraient un poste budgétaire plus important que la nourriture, le logement et l'habillement conjugués, selon une récente étude de l'Institut Fraser.**

« Si l'on demandait aux gens de nommer la dépense la plus importante de leur ménage, beaucoup diraient sans doute que c'est le logement. Mais, en réalité, la famille canadienne moyenne consacre une plus grande part de son budget aux impôts et aux taxes qu'à la satisfaction de l'ensemble de ses besoins fondamentaux, y compris le logement », explique Charles Lammam, spécialiste des politiques économiques à l'Institut Fraser.

L'étude, intitulée Canadian Consumer Tax Index, suit la charge fiscale totale de la famille canadienne moyenne de 1961 à 2013. Le fardeau fiscal tel que calculé dans cette étude tient compte de l'ensemble des taxes et des impôts prélevés par les administrations fédérale, provinciales et municipales.

Il comprend, entre autres, l'impôt des particuliers, les cotisations sociales, l'impôt santé, les taxes de vente, les impôts fonciers, les taxes sur l'essence, les taxes sur les véhicules à moteur, les taxes à l'importation, et les taxes sur l'alcool et le tabac.

Selon ses conclusions, la famille canadienne moyenne a gagné 77 381 \$ en 2013 et payé un total de 32 369 \$ en impôts et en taxes, soit 41,8 % du revenu, contre 36,1 % du revenu consacré à la nourriture, au logement et à l'habillement conjugués.

En 1961, la famille moyenne gagnait quelque 5 000 \$ et consacrait 56,5 % de son budget à la nourriture, au logement et à l'habillement, contre 1675 \$, ou 33,5 %, aux impôts et aux taxes.

Selon l'Institut Fraser, depuis 1961, le fardeau fiscal de la famille canadienne moyenne a augmenté de 1 832 %, hausse nettement supérieure à celle des coûts de l'habitation (1 375 %), de l'habillement (620 %) et de la nourriture (546 %). Même compte tenu de l'inflation, le fardeau fiscal a augmenté de 147 % sur la période de 1961 à 2013.

« Les impôts et les taxes financent certes des services publics importants, mais il faut se poser la question de savoir si ce que nous recevons en contrepartie des impôts et des taxes prélevés est raisonnable, note Charles Lamman. Près de 42 % de leur revenu servant à payer des impôts et des taxes, les Canadiens devraient se demander s'ils en ont pour leur argent. »

## **International : l'illusion du commerce**

**Adair Turner / Ancien président de la Financial Services Authority du Royaume-Uni | Le 12/08  
LesEchos.fr Project syndicate**

Malgré les progrès, il semble que le ralentissement du commerce mondial soit inévitable et que sa libéralisation soit de moins en moins importante. LONDRES – Depuis 2008, le commerce mondial a augmenté un peu plus lentement que le PIB mondial. Le [cycle de Doha](#) des négociations de l'Organisation mondiale du commerce s'est soldé par un échec. Les négociations commerciales [transatlantique](#) et progressent lentement, freinées par la résistance des intérêts particuliers. Mais, bien que de nombreux experts craignent que le protectionnisme mine la mondialisation, menaçant d'entraver la croissance économique mondiale, le ralentissement de la croissance du commerce mondial est peut-être inévitable et la libéralisation du commerce est de moins en moins importante.

Il est indiscutable que, depuis 65 ans, la croissance rapide du commerce a joué un rôle vital dans le développement économique, grâce à l'effondrement des tarifs douaniers industriels dans les économies avancées, qui sont passés d'un niveau moyen de plus de 30% à moins de 5% aujourd'hui. La création du marché unique européen a facilité l'intensification du commerce intra-européen. Le Japon, la Corée du Sud et Taiwan ont réalisé un rattrapage économique rapide grâce à une croissance tirée par les exportations. La Chine a suivi le même chemin au cours des 30 dernières années. [Le commerce](#) a augmenté deux fois plus vite que [la production mondiale](#) entre 1990 et 2008.

Mais il n'y a aucune raison de penser que le commerce devrait croître plus vite que le PIB pour toujours. En effet, même s'il n'y avait aucune barrière commerciale, le commerce pourrait croître beaucoup plus lentement que le PIB au cours de certaines périodes. Plusieurs facteurs font qu'il est possible que nous soyons en train d'entrer dans une telle période.

Pour commencer, il y a l'évolution de la structure de la consommation dans les économies avancées. Les gens riches dépensent une part croissante de leurs revenus dans les services qui sont soit impossibles (par exemple, les repas au restaurant), soit difficiles (comme les services de santé) à échanger internationalement. Les secteurs non échangeables ont en effet tendance à représenter une part croissante de l'emploi et de l'activité économique.

Depuis plusieurs décennies, cette tendance a été compensée par un commerce de plus en plus intensif des biens échangeables, qui passent souvent par de nombreux pays au sein de chaînes d'approvisionnement complexes. Dans l'avenir, cependant, l'évolution de la consommation vers les biens non échangeables pourrait dominer.

En effet, l'intensité des échanges pourrait décliner même pour les produits manufacturés. Le commerce est en partie motivé par des différences dans les coûts de main-d'œuvre. La croissance spectaculaire du secteur manufacturier de la Chine a reflété ces bas salaires jusqu'à maintenant. Cependant, avec l'augmentation des salaires réels en Chine et dans d'autres économies émergentes, les incitations au commerce vont diminuer. Plus les revenus mondiaux convergent, moins il pourrait y avoir de commerce.

En outre, comme les économistes Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee du MIT l'expliquent dans leur livre [Le Deuxième âge de la machine](#), les progrès rapides des technologies de l'information peuvent permettre une automatisation de plus en plus vaste. Certaines activités de fabrication ainsi que certains emplois (bien que dans une moindre mesure) pourraient bien retourner vers les pays développés, lorsque les avantages liés à la proximité avec les clients et les coûts de transport plus faibles deviendront plus importants que les différences de moins en moins grandes des coûts de main-d'œuvre.

Le commerce mondial en part du PIB peut donc baisser, sans conséquences néfastes pour la croissance économique mondiale. L'augmentation de la productivité ne nécessite pas une augmentation constante de l'intensité des

échanges.

La terre, après tout, ne négocie pas avec d'autres planètes, et pourtant son économie se développe encore. L'intensité commerciale optimale dépend de nombreux facteurs – tels que les coûts relatifs de main-d'œuvre, les coûts de transport, les niveaux de productivité et les effets d'économies d'échelle. L'évolution de ces facteurs pourrait faire de la réduction de l'intensité des échanges non seulement inévitable, mais souhaitable.

Même si cela est vrai, le commerce international continuera de jouer un rôle essentiel et il est essentiel de prévenir tout retour en arrière sur la libéralisation du commerce passée. Néanmoins, l'importance de la libéralisation du commerce deviendra inévitablement de moins en moins importante pour la croissance économique.

Puisque les tarifs douaniers industriels ont déjà été considérablement réduits, la plupart des avantages potentiels de la libéralisation des échanges ont déjà été saisi. Les estimations des avantages de la libéralisation des échanges sont souvent étonnamment basses – pas plus de quelques points de pourcentage du PIB mondial.

Ceci est faible par rapport au coût de la crise financière de 2008, qui a laissé la production dans plusieurs économies avancées 10-15% en dessous des niveaux de tendance d'avant la crise. C'est aussi peu de chose par rapport à l'écart de performance économique entre les pays qui ont réussi leur processus de rattrapage – comme la Chine – et d'autres pays qui ont connu le même accès aux marchés mondiaux mais ont réussi moins bien pour d'autres raisons.

La principale raison de la lenteur des progrès dans les négociations commerciales n'est pas une augmentation du protectionnisme ; c'est le fait que la libéralisation entraîne des compromis complexes qui ne sont plus compensés par de très larges avantages potentiels. L'échec du cycle de Doha a été décrié comme un revers pour les pays en développement. Et certaines mesures de libéralisation – par exemple, concernant les importations de coton dans les pays avancés – bénéficieraient sans doute à certaines économies à faible revenu. Mais une libéralisation totale des échanges aurait un impact complexe sur les pays les moins développés, dont certains ne pourraient en bénéficier que s'ils étaient indemnisés pour la perte de l'accès préférentiel aux marchés de pays avancés dont ils bénéficient actuellement.

Cela implique que les nouveaux progrès dans la libéralisation des échanges seront lents. Mais la lenteur des progrès est un défi beaucoup moins important pour les perspectives de croissance que le surendettement dans les pays développés, les infrastructures ou les carences éducatives dans de nombreux pays en développement. Cette réalité est souvent méconnue. L'importance de la libéralisation du commerce par le passé a laissé l'establishment de la gouvernance mondiale avec un biais en faveur de l'hypothèse selon laquelle davantage de libéralisation aurait des avantages similaires.

Mais tandis que les avantages globaux potentiels de la libéralisation du commerce ont diminué, une réduction de l'intensité des échanges pourrait encore entraver le développement économique de certains pays. Seule une poignée de pays au cours des 60 dernières années ont entièrement rattrapé le niveau de vie des économies avancées, et tous y sont parvenu grâce à une croissance tirée par les exportations permettant de stimuler la productivité et la création d'emplois dans le secteur manufacturier. Il sera plus difficile de s'appuyer uniquement sur ce modèle à l'avenir. La Chine est si grande qu'elle doit développer des moteurs internes de croissance à un stade de développement plus précoce que ce qu'ont fait le Japon, Taiwan ou la Corée du Sud ; par conséquent, ses exportations vont inévitablement diminuer (par rapport au PIB).

En attendant, pour certains pays à faible revenu, une augmentation de l'automatisation des processus de fabrication et du secteur des services du type décrit par Brynjolfsson et McAfee, que ce soit dans les économies avancées ou dans les grappes industrielles établies en Chine, compliquera le chemin vers le statut de pays à revenu moyen ou élevé. Cela pose des défis importants pour la politique de développement, qu'une plus grande libéralisation du commerce ne peut atténuer que marginalement.

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-107274-international-lillusion-du-commerce-1032423.php?VJpQYe3egps3Sjhf.99>